

TUNISIE

Vers la dislocation du parti de Beji Caïd Essebsi

Où va la Tunisie ? Bien malin qui peut répondre à cette question qui taraude depuis plus de quatre ans les méninges de tous les Tunisiens.

**De Tunis,
Kattou Mohamed**

Non contents de l'évolution de la situation sous le régime islamiste, sans se départir de son calme et de son expérience consommée en matière politique, Béji Caïd Essebsi, qui avait, pourtant, annoncé faire ses adieux à la politique, n'a pas résisté à la tentation sous prétexte de sauver la Tunisie. Un parti a été créé sous sa présidence en 2012 réunissant de nombreux opportunistes (anciens du RCD dissous, gauchistes, laïcs, syndicalistes, anciens destouriens et même islamistes déçus par la gestion nahdhaoui). Ceux-ci ont vite fait d'y adhérer pour «assurer» un équilibre politique propre, à leurs yeux, à sauver le pays en déperdition.

Les rangs du parti grossissent pour en faire la première formation politique du pays et bénéficier d'un vote-sanction qui, aux législatives, a pénalisé le parti islamiste pour sa gestion désastreuse des affaires de l'Etat durant les deux années de son règne. Son fondateur, Béji Caïd Essebsi a, subitement, repris goût à la politique pour se porter candidat à la présidence de la République alors que les structures du parti n'avaient pas encore été mises en place. Du coup, Nidaa Tounès se voit porté à la présidence de la République et à celle de l'Assemblée pour avoir les coudées franches dans la conduite

des affaires du pays durant les cinq prochaines années. Cependant, il a crié victoire occultant ses dissensions internes qui n'ont pas tardé à sortir du cadre restreint de l'enceinte du parti et devenir le sujet de discussion de tous les Tunisiens, bien avant l'échéance électorale. Aujourd'hui, le parti est à la croisée des chemins. Le départ de son chef charismatique pour Carthage a aiguisé les appétits des petits chefs tel le secrétaire général, Mohsen Marzouk, qui, après un bref passage au palais présidentiel, est revenu comme secrétaire général.

Ce poste l'a fait grandir et il n'en démord pas, criant sur tous les toits qu'il est le patron du parti et affichant sa parfaite opposition au vice-président du parti, «l'indiscipliné» Hafedh Caïd Essebsi (le fils du président de la République). En effet, ce dernier n'attend pas les instructions pour sillonner le pays et tenir des réunions sans l'aval de sa direction. Il est allé jusqu'à déclarer que Nidaa Tounès n'a aucune direction légitime dès lors qu'il n'est pas parvenu à tenir son congrès. Chacun s'appuie sur des militants qui lui sont fidèles pour que surgisse un bras de fer entre les deux hommes qui ne se dérangent plus de laver leur linge sale en public. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et fait réagir le président de la République (en tant que président d'honneur) pour tenter de récon-



Photo : DR

cilier les deux hommes et de colmater les brèches. Peine perdue.

La réunion, tenue mercredi dernier au palais de Carthage, n'a abouti à rien et les deux hommes ont été renvoyés «dos à dos». Pire encore, Mohsen Marzouk s'est vu, même, désavoué par le président de la République qui n'a pas annoncé au peuple «la bonne nouvelle» promise deux jours auparavant par le secrétaire général du parti. Les tentatives de réconciliation ne se sont pas arrêtées à ce stade puisque les députés de ce parti ont tenu, jeudi, une réunion avec le ferme espoir de limiter les dégâts dans le but de trouver une issue heureuse qui permette de tenir le congrès du parti dans les

meilleurs délais et dans les meilleures conditions. Pour bon nombre d'observateurs, c'est l'impasse pour ce parti qui irait tout droit vers la division, et du coup, faire le jeu du parti islamiste à l'Assemblée où il détient 69 sièges. Le grand perdant n'est autre que la Tunisie qui, depuis la victoire de Nidaa Tounès aux législatives, n'a pas avancé d'un «iota» au grand dam de la population.

Victorieux, mais sans gouverner à sa guise, ce parti est, aujourd'hui, la cible privilégiée de ceux qui l'ont porté au pouvoir et qui le tiennent pour unique responsable de la réussite ou des déconvenues. Presque une année après les élections, le pays stagne s'il ne recule pas dans

certaines secteurs en raison de l'incompétence de certains ministres comme l'a avoué le chef du gouvernement Habib Essid, en personne. Cela conduirait-il le pays vers un remaniement ministériel ou vers la formation d'un nouveau gouvernement au sein duquel Nidaa Tounès revendiquerait une part plus grande du gâteau ? Entre-temps, réussira-t-il son opération de sauvetage ? Cela pourrait coïncider avec la tenue de son congrès qui élirait une direction légitime. En attendant, le gouvernement souffre de l'absence de cohésion entre les divers partis politiques et des dissensions secouant le parti majoritaire qui, contrairement à ce qu'on rencontre dans toutes démocraties, n'arrive pas à avoir une politique claire pour conduire les affaires du pays.

Pour l'heure, les dirigeants de Nidaa Tounès portent peu d'intérêt aux problèmes dont souffre la Tunisie. L'important, pour la plupart d'entre eux, serait de s'assurer une place au soleil au sein même du parti. Cela est d'autant plus grave que la Tunisie s'apprête à vivre deux années (2016 et 2017) des plus difficiles. Deux années au cours desquelles l'Etat doit faire face au remboursement de 8 milliards de dollars au titre des services de la dette, outre les engagements intérieurs au titre des augmentations des salaires qui viennent d'être dénoncées par Christine Lagarde qui, de ce fait, ne semble pas très chaude pour perpétuer le soutien du FMI à la Tunisie.

K. M.

Le Pentagone affirme avoir tué le chef du groupe Khorasan lors d'une frappe en Syrie

Le chef du groupe dit Khorasan, Sanafi Al-Nasr, a été tué lors d'une frappe aérienne de la coalition antidjihadistes dirigée par les Etats-Unis jeudi dans le nord-ouest de la Syrie, a affirmé le Pentagone hier. Cette frappe «a coûté la vie à Abdul Mohsen Abdullah Ibrahim Al-Sharikh, aussi connu sous le nom de Sanafi Al-Nasr, citoyen saoudien et numéro 1 du réseau de combattants issus d'al-Qaïda parfois appelé «groupe Khorasan», a précisé le porte-parole du Pentagone Peter Cook dans un communiqué. «Les Etats-Unis ne céderont rien sur leur mission d'avilir, perturber et détruire al-Qaïda et ses vestiges», a pour sa part affirmé le ministre de la Défense, Ashton Carter, cité dans le communiqué. L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui dispose d'un large réseau de sources en Syrie, avait fait état vendredi de la mort de Sanafi Al-Nasr, affirmant qu'il avait été tué par une frappe aérienne dans la province d'Alep. Les frappes des Etats-Unis et de leurs alliés en Syrie visent en majorité les forces du groupe Etat islamique, rivaux de celles d'al-Nosra.

Mais l'aviation américaine a occasionnellement frappé des membres du groupe dit Khorasan, accusé de compter dans ses rangs des membres d'al-Qaïda chargés de préparer des attentats en Occident.

SYRIE

L'aviation russe frappe 60 cibles en 24 heures et affaiblit les groupes terroristes

L'aviation russe a frappé 60 cibles terroristes ces dernières 24 heures en Syrie, «bouleversant complètement» l'organisation des groupes armés visés, a annoncé le ministère russe de la Défense.

L'aviation russe a effectué au cours des dernières 24 heures 39 sorties et frappé 60 cibles «terroristes» en Syrie, soit un peu plus que samedi (49 cibles), précise un communiqué du ministère.

Ces frappes ont été menées dans les provinces de Hama (centre), Homs (centre), Alep (nord-ouest), Lattaquié (ouest) et dans la région de la capitale, Damas, ajoute le texte. Près de Hama, l'armée russe a détruit un poste de com-

mandement de la coalition terroriste de Jaïch al-Fatah, dont font partie le Front al-Nosra, la branche d'al-Qaïda en Syrie. «Les frappes aériennes ont eu pour résultat de complètement bouleverser la gestion de l'organisation de Jaïch al-Fatah dans cette zone, que les combattants ont donc dû quitter», a déclaré le ministère.

A Homs, les avions russes ont détruit un vaste réseau de tunnels fortifiés qui permettait aux terroristes de rejoindre et quitter la ligne de front, à l'insu de l'armée syrienne, selon le communiqué.

Dans la région de Damas, ils ont détruit un «point d'approvisionnement» où le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daesh) livrait des armes, des aliments et de l'eau à ses éléments.

Dans la province de Lattaquié, près du village de Salma, les avions russes ont

détruit un dépôt de munition, a indiqué le ministère.

Au total, 32 camps d'entraînement terroristes ont été détruits au cours des dernières 24 heures, a déclaré l'armée russe. Le ministère a ajouté avoir des informations selon lesquelles les combats entre Daesh et les groupes rebelles appartenant au Front al-Nosra s'étaient intensifiés. Daesh aurait ainsi mené trois attaques terroristes contre le Front al-Nosra, pour des enjeux de «contrôle de territoire et de ressources financières», toujours selon le communiqué du ministère. La Défense russe a également affirmé avoir des preuves de désertions massives dans le camp des terroristes, contre lesquelles les forces du gouvernement syrien ont lancé une grande offensive terrestre il y a onze jours.

IRAK

Mandat d'arrêt contre le ministre du Commerce accusé de corruption

La justice irakienne a annoncé hier avoir lancé un mandat d'arrêt contre le ministre du Commerce, Malas Mohammed Abdelkarim Al-Kasnazani, accusé de corruption.

Il est le plus haut responsable irakien visé par un mandat d'arrêt depuis que le Premier ministre Haider Al-Abadi a annoncé en août, sous la pression de manifestations populaires, un train de mesures destinées à mieux lutter

contre la corruption. «Un mandat d'arrêt a été émis contre le ministre du Commerce et son frère pour des accusations de corruption», a déclaré un porte-parole de la justice, Abdelsattar Bayraqdar dans un communiqué.

L'affaire sera suivie par un tribunal spécialisé dans la lutte anticorruption à Baghdad, a-t-il ajouté sans donner davantage de précisions sur les faits reprochés aux deux hommes.

Contacté par l'AFP, un des conseillers du ministre s'est borné à dire que ce dernier assistait à un Conseil des ministres.

Selon les médias irakiens, le ministre est soupçonné d'avoir attribué des contrats à des entreprises liées à son frère Nehru, un riche homme d'affaires basé en Jordanie, sans procéder à des appels d'offres.

Le ministre Kasnazani est un allié politique de l'ex-Premier ministre Iyad Allawi, accusé par le principal bloc chiite au pouvoir d'aider les insurgés sunnites. M. Allawi était l'un des vice-présidents d'Irak, un poste supprimé cet été par le Premier ministre actuel. M. Kasnazani et ses deux frères, Nehru et Gandhi, avaient été arrê-

tés à la fin des années 1990 et accusés d'avoir falsifié la signature de l'ancien chef d'Etat irakien Saddam Hussein. Libérés, il s'étaient enfuis dans la province autonome du Kurdistan.

Leur père, un Kurde à la tête de la plus grande confrérie soufie d'Irak, fut un temps proche du numéro deux de Saddam Hussein, Izzat Ibrahim Al-Douri.

Mais la famille était tombée en disgrâce à la fin des années 1990 et aurait joué un rôle clé pour aider les Etats-Unis lors de leur invasion de l'Irak en 2003.